

La politique chinoise à l'égard de Taïwan depuis les élections de 2016

Depuis l'arrivée au pouvoir de Tsai Ing-wen, en mai 2016, et d'une majorité parlementaire conduite par le Parti démocrate progressiste (DPP), Pékin est confronté à un gouvernement qui ne reconnaît pas l'appartenance de Taïwan à une « Chine unique ». En réaction, le Parti communiste chinois (PCC) a considérablement accru la pression sur l'île afin de contraindre sa population d'accepter la perspective d'une unification à la République populaire de Chine sous la formule « un pays, deux systèmes » appliquée à Hong Kong depuis la rétrocession de 1997. Il s'agit, d'une part, de mesures « punitives » visant à persuader la population qu'un gouvernement jugé indépendantiste par Pékin n'est pas viable et, d'autre part, d'une série d'initiatives dont le but est d'isoler et de contourner le gouvernement du DPP afin de poursuivre le rapprochement des deux rives. Celui-ci s'était fortement accélééré sous la présidence de Ma Ying-jeou (2008-2016).

Les mesures à portée punitive opèrent à quatre niveaux. Tout d'abord, le PCC a coupé les canaux de communication semi-officiels par lesquels les deux rives parvenaient à échanger en dépit du différend de souveraineté qui les oppose. Les autorités chinoises conditionnent la réouverture du dialogue à la reconnaissance par Taipei de l'appartenance de Taïwan à la Chine. Ensuite, Pékin a tenté de peser sur la santé économique taïwanaise bien que sa marge de manœuvre dans ce domaine soit relativement faible, les deux économies étant encore fortement interdépendantes. La Chine a néanmoins réduit drastiquement le nombre de touristes chinois autorisés à venir à Taïwan. Mais l'augmentation aussi rapide des visites en provenance du reste de l'Asie a compensé cette baisse et l'économie de Taïwan se porte finalement mieux que lors des dernières années de la présidence de Ma Ying-jeou.

La Chine a en revanche pu actionner des leviers beaucoup plus puissants sur la scène internationale. Alors qu'elle s'était abstenue de prendre des alliés diplomatiques à Taïwan lorsque le Kuomintang (KMT) était au pouvoir, cinq d'entre eux ont rompu leurs relations avec l'île pour reconnaître la Chine populaire depuis l'élection de Tsai. Taïwan ne conserve aujourd'hui que 17 alliés diplomatiques. La Chine a aussi bloqué la participation de Taïwan en tant qu'observateur à l'Assemblée mondiale de la Santé, participation

que Pékin avait conditionnée à l'adhésion de Taipei au principe de « Chine unique » entre 2009 et 2016. L'entreprise d'ancêtrement de l'existence internationale de Taïwan s'étend par ailleurs à un front infra-étatique. Les sites de réservation en ligne d'un grand nombre de compagnies aériennes (dont Air France) et de chaînes hôtelières ont ainsi été contraints de modifier leurs menus déroulants pour y remplacer « Taiwan » par « Taïwan, Chine ».

Enfin, ces actions ont été couplées à une pression militaire accrue. Outre les simulations d'invasion qui étaient déjà monnaie courante avant 2016, les manœuvres navales et aériennes récurrentes autour de Taïwan sont venues s'ajouter à la panoplie des moyens d'intimidation. Et fin mars 2019, pour la première fois depuis 1999, deux chasseurs chinois ont passé la ligne médiane qui sert de frontière aérienne non-officielle dans le détroit, entraînant un face à face de douze minutes avec l'aviation taïwanaise.

À ces mesures « punitives » viennent s'ajouter celles dont l'objectif est de continuer à poser les bases d'une « unification pacifique » par une politique de séduction économique et culturelle et par un contournement du gouvernement DPP. Le volet économique consiste, pour l'essentiel, en « 31 mesures incitatives » annoncées en février 2018. Si elles sont destinées à l'ensemble des Taïwanais (facilitation des investissements, de l'accès au marché du travail) elles visent plus particulièrement les jeunes appelés à « venir réaliser leurs rêves sur le continent ». Un accès privilégié aux très sélectives universités chinoises leur est accordé à ce titre. Le PCC joue en outre la carte de la « culture chinoise partagée » en invitant à grands frais des enseignants et en organisant des voyages de « redécouverte de leurs racines » pour les étudiants.

Parallèlement, Pékin tente de mobiliser à l'intérieur de Taïwan une coalition d'intérêts à minima anti-indépendantiste et idéalement partisane de son scénario d'unification. Cela passe par les milieux d'affaires, le financement d'organisations politiques « unificationnistes », parfois liées au crime organisé, mais aussi par l'établissement de liens avec les élus locaux favorables au rapprochement. Enfin, Pékin a redoublé d'efforts pour peser sur la scène médiatique taïwanaise par l'intermédiaire des propriétaires de journaux et de chaînes télévisées ayant des intérêts en Chine et par une présence accrue sur les réseaux sociaux où les cas avérés d'opérations de désinformation se multiplient.

Tanguy Lepesant
Associate Professor, National Central University, Taiwan